



## **BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL**

14 décembre 2016

Enquête réalisée par PluriConseil du 5 au 7 décembre 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

## ANALYSE

### **Populisme**

**Par Eric NG PING CHEUN**

Et si la victoire électorale du 10 décembre 2014 était celle du populisme ? Aussi inattendu que celui du Brexit et de Trump, du moins aux yeux de l'establishment, le triomphe de Lalyans Lepep, comme ce nom l'indique, devait se traduire en des mesures politiques consistant à satisfaire le peuple. Mais le peuple grogne, et ce, malgré deux années perdues pour les réformes de l'économie. Le jugement des analystes économiques et financiers dans le présent baromètre est sans appel.

On donne un sens péjoratif au populisme, mais comme le cholestérol, il existe du bon et du mauvais populisme. Un populiste, c'est quelqu'un qui veut le meilleur pour les pauvres, la classe moyenne et, à terme, toute la population (la racine latine du mot signifie le peuple). Le bon populiste ne travaille pas pour lui ou pour des intérêts particuliers. Il est ainsi l'opposé de l'élitiste, ce soi-disant expert qui défend l'ordre établi pour tirer profit du système économique. Le populiste n'est pas contre l'élite, mais contre le fait d'être ignoré par l'élite.

Pour certains analystes politiques, ce système est le « néo-libéralisme » qui remonte au thatchérisme et au reaganisme des années 80, et c'est lui qui a créé l'actuelle vague populiste dans le monde. Rien n'est plus invraisemblable, car le populisme ne date pas d'hier, mais constituait déjà un mouvement politique aux Etats Unis à la fin du dix-neuvième siècle. Ce sont ni plus ni moins les politiques d'Obama qui ont porté au pouvoir Donald Trump. Ce dernier ne peut pas être populiste, puisque son programme économique ressemble à celui de Ronald Reagan. Trump est d'ailleurs soutenu par l'économiste Arthur Laffer, rendu célèbre pour sa fameuse courbe démontrant que plus d'impôts tuent l'impôt. Quant au vote en faveur du Brexit, on l'impute au rejet de l'Europe de Bruxelles, dans le droit fil de la pensée de Margaret Thatcher !

En fait, ce qui a été sanctionné lors du référendum britannique et des présidentielles américaines, c'est le capitalisme de copinage : ceux faisant partie de l'establishment utilisent tous les leviers de pouvoir pour distribuer richesses et privilèges à eux-mêmes et à leur entourage. Ils dirigent l'appareil d'Etat comme une élite riche et puissante dont les intérêts sont opposés à ceux des petits entrepreneurs et des travailleurs productifs. C'est une politique conservatrice, et non libérale. Le vrai libéralisme consiste à être pro-marché plutôt que pro-business.

On observe les mêmes dérives à Maurice. Lalyans Lepep était censé travailler pour le petit peuple. Mais les ministres et leurs proches s'enrichissent et abusent des privilèges du pouvoir. Après 184 missions à l'étranger de janvier 2015 à juillet 2016, nos ministres en ont effectuées près de 60 ces quatre derniers mois

pour un coût total de Rs 32 millions, dont presque la moitié en indemnités. Même jouissance dans les organismes publics, en particulier à l'ICTA où les membres du conseil d'administration ont empoché Rs 6,6 millions en 18 mois. Business Mauritius n'a rien à redire, car les promoteurs de Smart Cities ont bénéficié de Rs 5,4 milliards d'exemptions fiscales.

Quand les exclus du système voient des largesses aussi indécentes, ils se raidissent dans des intérêts corporatistes : les enseignants veulent leurs leçons particulières, les agriculteurs leurs subventions, les fonctionnaires leur voiture hors-taxes. Ils croient faussement que le gouvernement a la capacité financière de distribuer des prébendes à tout va. Dès lors, il lui est difficile de refuser une compensation salariale malgré un taux d'inflation officiel très bas. Même si elle n'est pas suffisante, il l'accorde par goût de l'expérience populiste.

Tous les partis politiques regorgent de populistes. On dit que les succès de Trump et des pro-Brexit relèvent du populisme et de la démagogie, comme si leurs adversaires étaient tout sauf populistes et démagogues. Or la classe politique traditionnelle verse aussi dans la démagogie populiste. Ici, pour se faire élire, on fait des promesses qu'on ne pourra pas tenir en toute connaissance de cause, comme un miracle économique ou la création de 100 000 emplois en cinq ans.

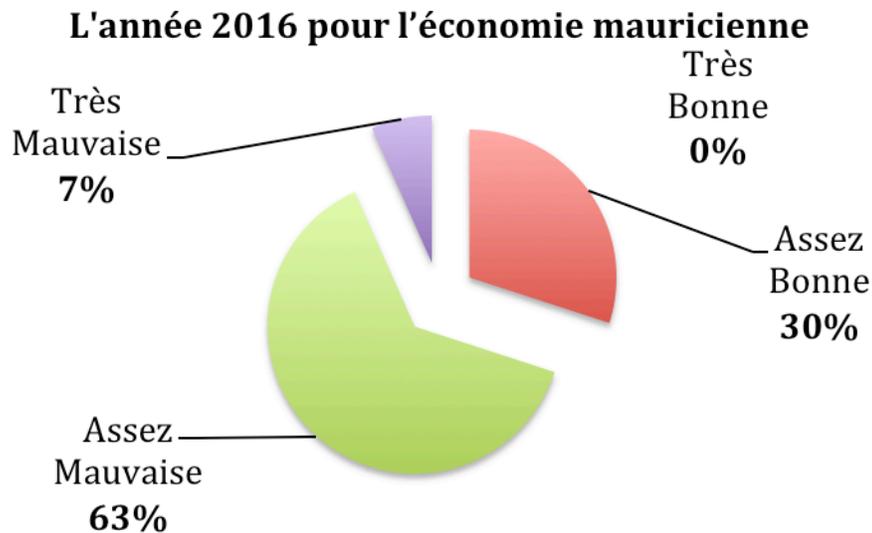
Une joute électorale à Maurice est devenue un concours pour être le plus populiste. Est populiste celui qui est politiquement correct. Il est partout, dans les partis politiques, les médias, les organisations patronales, les syndicats, les ONG. Il utilise la langue de bois pour donner de l'espoir aux gens. Mais quand c'est le désespoir qui pointe, ils se laissent séduire par le mauvais populiste, celui qui est pour tout ce qui est contre, et contre tout ce qui est pour.

Le mauvais populiste met tous les problèmes quotidiens sur le dos des phénomènes économiques. Il fait croire qu'il suffit de corriger les « excès » de la mondialisation et du marché pour réduire les inégalités de revenus et pour maintenir l'Etat-providence tel qu'il est. La vérité est que les échanges de biens et de services sont les résultats des actions volontaires des hommes, et que la prospérité ainsi générée permet de soutenir la viabilité de l'Etat-providence et de créer des emplois.

C'est l'Etat qui est incapable de résoudre les problèmes économiques. Mais personne ne cherche à être économiquement correct de peur d'être mal vu par les bien-pensants. Ceux qui expliquent naïvement la montée du populisme par le déterminisme économique affirment la supériorité du pouvoir politique sur les forces du marché. Ils font plutôt le jeu du populisme.

**([www.pluriconseil.com](http://www.pluriconseil.com))**

1) Pour vous, 2016 a été pour l'économie mauricienne une année...



### Une deuxième mauvaise année

L'année dernière, 80% des sondés estimaient que 2015 fut mauvaise pour l'économie mauricienne. Sept analystes sur dix trouvent que celle-ci aura connu une deuxième mauvaise année en 2016, ayant été « le parent pauvre de l'action gouvernementale ». Raisons évoquées : un « gouvernement instable », un « manque de coordination au sein du Cabinet », une « cacophonie généralisée » et « *poor leadership* ». Pour un banquier, « *the economy was stagnant, the only positive being that tourist arrivals keep increasing* ». Un économiste est d'avis que « la relance de l'économie est compromise ». Or, « *expectations from both the consumers and the private sector for a better and more dynamic economy are still high* ».

2) Selon vous, les événements politiques durant l'année 2016 ont eu sur l'économie mauricienne un impact négatif...

Considérable	23%
Assez Grand	67%
Petit / Négligeable	10%

### **Impact politique non négligeable**

Les événements politiques survenus en 2016 ont eu sur l'économie mauricienne un impact négatif qui, selon neuf analystes sur dix, est non négligeable. Il aura été considérable à cause de « *lack of cohesion and decisiveness in decision making* », de « *poor political decisions and non-consensus among our political leaders* », et de « dissensions au sein du Cabinet ». Sinon, l'impact demeure assez grand pour ceux qui observent que « *political events influence business sentiment which in turn helps drive investment and consumption* ». Heureusement, « *despite political uncertainty, the economy did not contract* ».

3) L'indicateur économique qui a suscité le plus d'inquiétudes chez vous pendant l'année 2016 est....

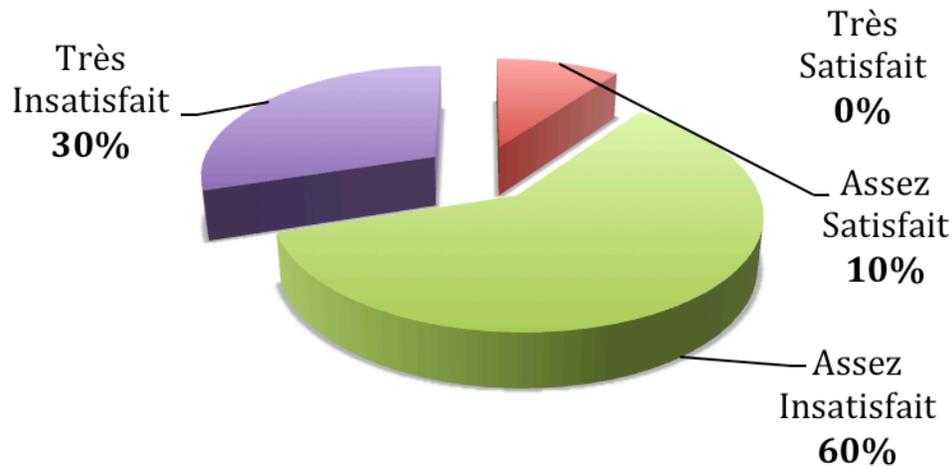
La croissance	53%
Le chômage	13%
Le déficit commercial	13%
La dette publique	20%

### **La croissance inquiète toujours**

Tout comme l'année dernière, la croissance est l'indicateur économique qui a suscité le plus d'inquiétudes parmi les répondants en 2016. En supposant que « *growth should take care of the rest* », il s'avère que « l'économie mauricienne fonctionne en-deça de sa capacité ». Les analystes s'inquiètent cette année un peu plus du déficit commercial (en raison du Brexit) et un peu moins du chômage (qui passerait de 7,9% en 2015 à 7,5% en 2016). Mais alors que plus de 4 000 emplois publics ont été créés durant l'année, « *the rising public debt is a problem which the government can no longer ignore as it may lead to higher taxes and reduced government benefits and services* ».

4) Etes-vous satisfait de la politique économique du gouvernement menée au cours de l'année 2016 ?

### La politique économique en 2016

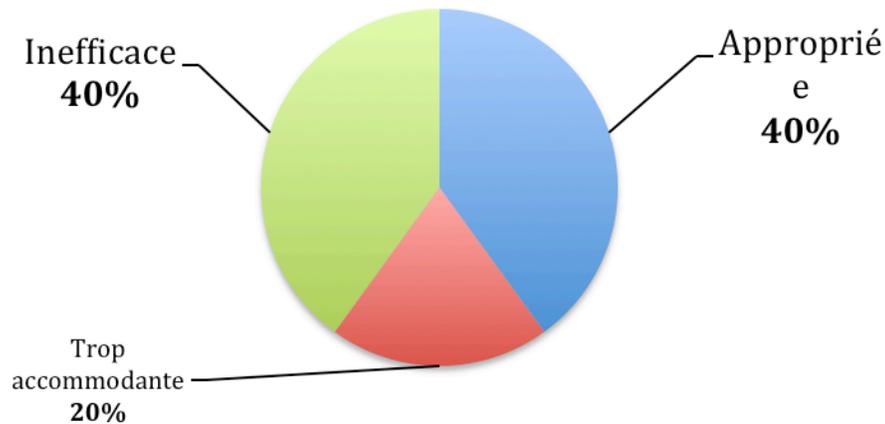


#### Politique économique insatisfaisante

L'année dernière, 87% des sondés étaient insatisfaits de la politique économique du gouvernement. Cette année encore, malgré un changement de ministre des finances, neuf analystes sur dix expriment leur insatisfaction par rapport à la politique suivie en 2016. 30% de répondants disent être très insatisfaits au point de se demander s'il existe une politique économique. Pour certains, « *the budget was generally well received* », mais d'autres « *do not see any positive impact from the budget* ». Le fait est que « *we are not attracting investments, we are not creating jobs* », tandis que « *institutions are not well managed, the Air Mauritius saga showing the lack of commitment to sound governance principle* ».

5) Comment avez-vous vu la politique monétaire menée en 2016 ?

## La politique monétaire en 2016



### La politique monétaire divise

L'année dernière, deux tiers des sondés trouvaient cohérente la politique monétaire en 2015, et 7% la voyaient inefficace. Cette année, 40% d'analystes estiment inefficace la politique monétaire en 2016, autant que ceux qui la qualifient d'appropriée. Il y a eu une réduction de 25 points de base du taux directeur en novembre 2015, et une autre baisse de 40 points en juillet 2016. Un opérateur boursier affirme que « *while the transmission to the economy might be weak, the easing of cash flow for homeowners and geared conglomerates and large caps is not negligible* ». Au contraire, observe un gestionnaire de fonds, « la politique monétaire a eu un impact négligeable sur l'économie ».

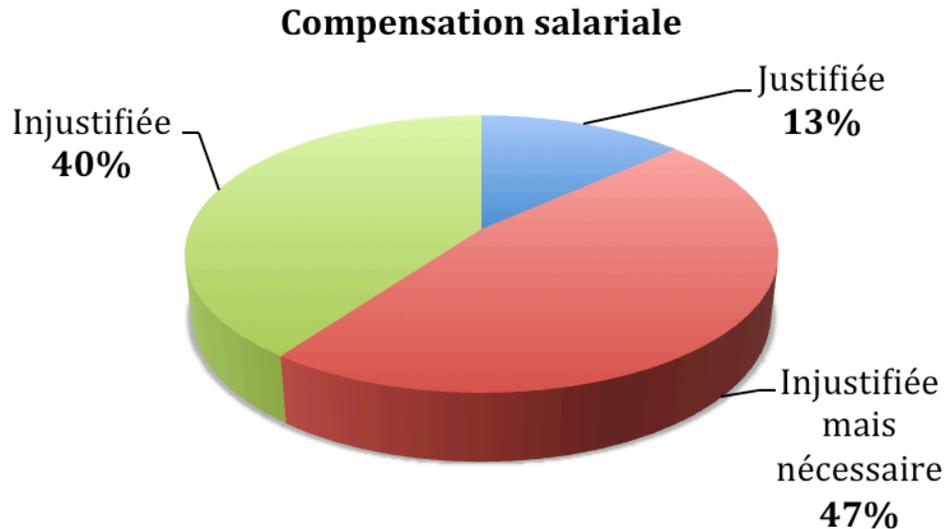
6) Comment avez-vous trouvé le secteur privé en 2016 ?

Dynamique (fonceur)	3%
Tiède (sans ferveur)	50%
Passif (attentisme)	47%

### **Un secteur privé pas dynamique**

Tout comme l'année dernière, le secteur privé n'a pas fait preuve de dynamisme en 2016. Fidèle à lui-même, pour ne pas changer, il se montre tiède ou passif. Le délai pris par les autorités pour accorder la lettre d'intention se révèle trop long. De fait, « *the private sector is still waiting for a strong and wilful government to start their projects* ». Entre-temps, « *there is too much divergence among Government and no clear sense of direction* ». Mais on s'interroge aussi ce que font nos capitaines d'industrie pour faire avancer le pays : « *Apart from real estate projects, where did they invest in new productive assets?* » Dès lors, « *how can unemployment decrease when there are no productive investments?* »

7) Selon vous, une compensation salariale, même minime, dans le contexte économique actuel est...



### **Compensation salariale injustifiée**

L'année dernière, 40% des personnes interrogées trouvaient injustifiée une compensation salariale, même minime, en raison du très faible taux d'inflation. Opinion partagée, cette année, par 87% des sondés vu que le contexte économique international s'est dégradé avec le Brexit, que l'investissement privé stagne, que la croissance reste modérée et que l'inflation annuelle est de seulement 1%. Toutefois, trois analystes sur cinq estiment nécessaire une compensation, surtout pour ceux au bas de l'échelle. Pour 2017, elle coûterait Rs 1,9 milliards à l'Etat et aux entreprises privées. Ce qui fait dire à un consultant en investissement que « la formule de compensation est à revoir entièrement ».

8) Quelle note donnez-vous au bilan économique des deux ans du gouvernement actuel ?

AU-DESSUS de la moyenne	3%
La moyenne	13%
EN-DESSOUS de la moyenne	83%

### **Le bilan économique ne passe pas la moyenne**

La très grande majorité des sondés jugent que le bilan économique des deux ans du gouvernement actuel est en-dessous de la moyenne. D'abord, « *three finance ministers in two years, this speaks volumes about the focus* ». Ensuite, « *two poor budgets, the instability that was caused from the BAI fiasco and the loss of some advantages under the tax treaty with India will surely cost us in the medium term* ». L'avenir économique n'est pas assuré sans des mesures concrètes et un plan de relance, car « *it is not the Metro Express that will bring sustainable medium and long term economic growth* ». Ainsi, « la population se rend compte aujourd'hui que le rêve vendu par ce gouvernement ne sera jamais réalisé ».

Enquête réalisée par PluriConseil du 5 au 7 décembre 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

**PluriConseil Ltd**

*Business Registration number:* C08052270

*Managing Director:* Eric Ng Ping Cheun

*Address:* 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, 11128, Mauritius

*Telephone:* +230 2866719

*Fax:* +230 2342761

*E-mail:* pluriconseil@orange.mu

*Website:* www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.